

CARTE SCOLAIRE. Les écoles Masson, Jules-Verne et Molière concernées par des fermetures de classes

À la rentrée 2024, le département de l'Orne devra rendre 21 postes. La carte scolaire a été dévoilée, à Alençon. Elle est susceptible d'être modifiée en juin selon les effectifs. Le collège Racine perd sa classe Ulis.

La carte scolaire 2024 a été dévoilée, mardi 13 février, par Jean-Luc Legrand, directeur académique des services de l'Éducation nationale (Dasen), à la suite du Conseil départemental de l'éducation nationale (CDEN) qui s'est tenu le matin même à Alençon.

Rappelant une baisse démographique « persistante », Jean-Luc Legrand a donné les chiffres dans le 1^{er} degré (public) : sept ouvertures de classes, 27 fermetures de classes, une création de poste d'enseignant ressource Troubles Spécifiques du Langage et des Apprentissages (TSLA) dans l'Orne.

Le Département doit rendre 21 postes

Le directeur a insisté, « c'est l'aboutissement d'un long travail, mais ce n'est qu'une étape. » En effet, en juin, se tiendra le second CDEN qui



Dans l'Orne, 27 fermetures de classes sont annoncées, dont une à l'école Masson à Alençon.

permettra des ajustements en fonction des dernières données chiffrées.

De plus, le département de l'Orne doit rendre 21 postes « et l'Académie 110 au total ».

Cette rentrée 2024 prévoit une baisse de 301 élèves dans le 1^{er} degré (145 dans le

privé). Il a également rappelé que dans le département de l'Orne le taux d'encadrement s'est amélioré depuis 2016.

Circonscription d'Alençon

À Alençon, trois classes doivent fermer : dans les écoles Masson (centre-ville), Jules-Verne et Molière (quartier de Perseigne). « Nous aurons une attention particulière sur Jules-Verne et Molière, car on sait que les effectifs sont très fluctuants dans ce quartier classé prioritaire. On sera vigilant en juin sur l'évolution des effectifs », promet Jean-Luc Legrand.

La classe ULIS du collège Racine ferme

Concernant le second degré, « une fermeture est annoncée, ce qui est peu au regard des 85 élèves en moins pour cette

rentrée ». Jean-Luc Legrand souligne, par ailleurs, que le privé perd, lui, 104 élèves à la rentrée.

Cette fermeture concerne la classe ULIS (Unité localisée pour l'inclusion scolaire) du collège Jean-Racine, à Alençon. Les quatre collèges de la ville comptaient tous, jusque-là, une classe ULIS. « À Racine, seuls trois élèves étaient scolarisés », argumente Jean-Luc Legrand. « Un élève a rejoint un IME, un autre a quitté le département et le dernier pourra rejoindre Balzac, Saint-Exupéry ou Louise-Michel. »

Le directeur assure qu'un accompagnement sera mis en place pour cet enfant et ses parents.

Il annonce également la création d'une classe ULIS dans un des lycées alençonnais, sans en dévoiler pour l'heure le nom.

● Nathalie LEGENDRE

COLLÈGES. La colère de Christophe de Balorre

Au lendemain de la séance du Conseil départemental de l'Éducation nationale, qui s'est tenu mardi 13 février, Christophe de Balorre conteste les fermetures de classes prévues. Il réclame, haut et fort, « l'annulation de mesures injustifiées visant quatre collèges ornaux ».

« L'administration ne le dit pas, mais elle prévoit bien la fermeture de quatre classes dans nos collèges, à la prochaine rentrée à L'Aigle (Molière), Gacé (Jean Moulin), Le Mêle-sur-Sarthe (Louis Grenier) et Mortagne-au-Perche (Émile Chartier). »

Des mesures injustifiées

Christophe de Balorre demande à l'Éducation nationale « le retrait pur et simple de ces mesures complètement inadmissibles ! »

Le président rappelle qu'à la rentrée de septembre dernier, « les effectifs alarmants qu'avançaient les services de l'Éducation nationale, en février, ont été complètement balayés par une hausse constatée et confirmée de 117 collégiens par rapport à leurs prévisions ».

« L'administration fait dire aux chiffres ce qu'elle veut, dans le but de mieux répondre aux injonctions nationales et de procéder, arbitrairement, à des fermetures de classes. Très clairement injustifiées, ces mesures viennent fragiliser des établissements pourtant essentiels dans nos secteurs ruraux et affecter, directement, les conditions de travail des élèves et des enseignants. Du même coup, la qualité de l'enseignement en pâtit ! », déplore Christophe de Balorre.

MOBILISATION. Parents et syndicats en colère face aux réformes scolaires

Une soixantaine de personnes se sont réunies, en marge du conseil départemental de l'Éducation nationale, devant la préfecture de l'Orne, à Alençon, mardi 13 février.

Le regroupement par niveau décrié

Parents et représentants d'organisations syndicales ont dénoncé les réformes scolaires attendues en septembre 2024, dont le regroupement par niveaux en mathématiques et en français prévu dans les classes de 6^e et 5^e.

« Les nouvelles mesures ne vont pas aider les élèves et augmenteront le temps de travail des professeurs de maths et français », explique Jean-Rémy Haselvander, secrétaire départemental de la Fédération Force Ouvrière de l'enseignement.

« Alors que de l'autre côté, les matières scientifiques et artistiques vont en pâtir. L'enseignement de la technologie a déjà été supprimé en classe de 6^e et ça va continuer dans ce sens. »

Des moyens inappropriés

Pour Benoît, enseignant dans le second degré, « ces nouvelles mesures continuent de casser les services publics ».

À l'échelle départementale, les syndicats dénoncent des moyens inappropriés au regard du nombre d'élèves scolarisés : « Pour la rentrée 2023, le Département avait misé sur une baisse de 39 collégiens



Une soixantaine de personnes se sont réunies, mardi 13 février, à Alençon pour manifester contre les mesures prévues pour la rentrée scolaire 2024.

par rapport à celle de 2022. Or, il y a finalement eu une augmentation de 78 élèves. Le delta est énorme, mais les moyens n'ont pas été rehaussés », explique Jean-Rémy Haselvander, secrétaire départemental de la Fédération Force Ouvrière de l'enseignement.

Et les raisons évoquées pour justifier la baisse de moyens ne satisfont pas le corps enseignant : « La baisse de la démographie devrait être une occasion pour alléger les effectifs par classe et offrir des cadres plus agréables pour tout le

monde », estime le secrétaire.

Besoin de psychologues

Des fermetures qui concernent également les Unités localisées pour l'inclusion scolaire (Ulis), notamment au collège Jean-Racine : « Aujourd'hui, je ne sais pas où sera ma fille l'année prochaine. Et cela fragilise tout ce qu'on a mis en place depuis cinq ans pour l'aider », s'inquiète Mathias Hallier, parent d'élève.

Les syndicats soulignent aus-

si le besoin de psychologues de l'Éducation nationale puisque « six postes seraient vacants sur les 14 de l'Orne ».

De plus, les professeurs manquent également à l'appel : « Mais c'est normal. Qui, aujourd'hui, veut devenir professeur lorsqu'on voit les salaires et les conditions d'enseignement ? », conclut Jean-Rémy Haselvander.

En raison de tous ces paramètres, les syndicats appellent donc à une « défense de l'école publique ».

● Julien BOISSEL

LE 21 FÉVRIER. Réunion publique sur l'école

Élus et organisations syndicales organisent une réunion d'information publique, mercredi 21 février, de 18 h à 20 h, à la salle Baudelaire. Elle portera sur la réforme du « choc des savoirs ».

« Le choc des savoirs touche aussi l'école primaire, car des professeurs seront contraints d'aller enseigner en collège et des manuels scolaires seront

imposés aux enseignants », relèvent les enseignants.

Ainsi, les syndicats, parents et élus souhaitent continuer la lutte contre les fermetures, la baisse des moyens et la « casse de l'école publique ».

■ Réunion d'information publique, mercredi 21 février, de 18 h à 20 h, à la salle Baudelaire, 20, rue Porchaine, Alençon.